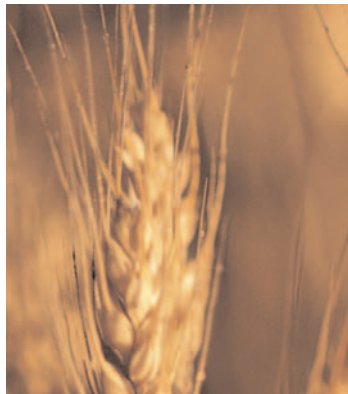
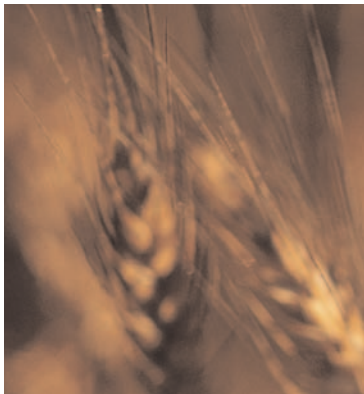


11.

L'AGRICULTURE, LA SYLVICULTURE ET LA PÊCHE



L'agriculture

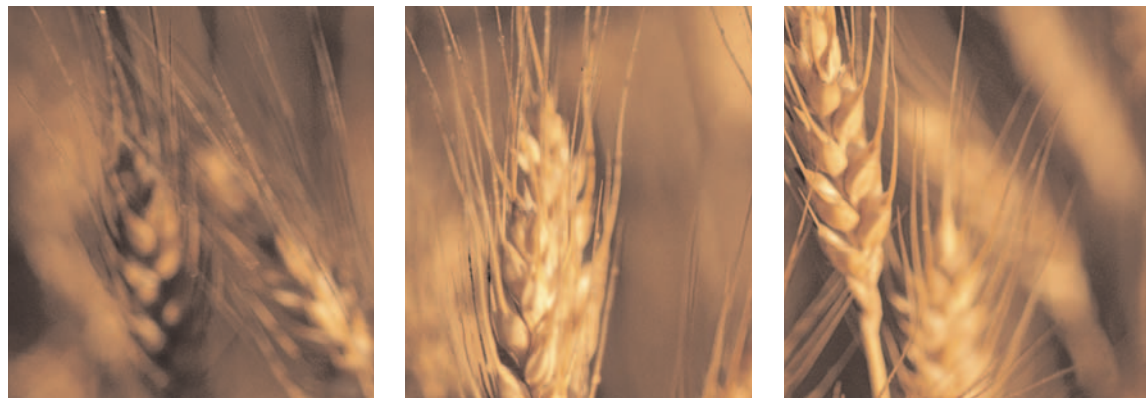
Exploitations agricoles et utilisation des terres

Production, indices de prix et revenus agricoles

Les produits agricoles

La sylviculture

La pêche



L'agriculture, la sylviculture et la pêche	285
L'agriculture	286
Exploitations agricoles et utilisation des terres	286
Production, indices de prix et revenus agricoles	291
Les produits agricoles	295
La sylviculture	297
La pêche	302

11. L'AGRICULTURE, LA SYLVICULTURE ET LA PÊCHE

L'agriculture a été l'un des premiers secteurs de l'économie (après le charbon et l'acier) à retenir l'attention des responsables politiques européens. L'article 39 du traité de Rome instituant la CEE (1957) fixe les objectifs de la première politique agricole commune (PAC). Ceux-ci visent à accroître la productivité agricole afin d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole, tout en stabilisant les marchés et en garantissant la sécurité des approvisionnements à des prix raisonnables pour les consommateurs. Le principal objectif d'accroissement de la production ayant été atteint, des excédents alimentaires se sont accumulés, faussant le fonctionnement du marché et suscitant des préoccupations environnementales. Ces facteurs sont à l'origine des changements intervenus dans la PAC, un processus entamé au début des années 90 et qui l'a fait passer d'une approche de soutien à la production à une agriculture durable, axée sur le marché et plus respectueuse de l'environnement. Les réformes ont essentiellement porté sur la hausse de la compétitivité de l'agriculture, en diminuant les prix de soutien et en compensant cette réduction par l'introduction de paiements directs. Une étape décisive a été franchie lors des réformes de la PAC de 2003/04 avec le découplage des aides directes de la

production et la tentative de recentrage de la PAC sur les préoccupations des consommateurs. Le champ d'action de cette dernière réforme de la PAC a été élargi avec l'adoption d'une politique complète de développement rural. Ensemble, ces politiques visent à encourager l'esprit d'entreprise afin de permettre aux exploitants agricoles de mieux répondre aux signaux du marché, d'adopter de nouvelles techniques et de promouvoir des activités diversifiées telles que l'artisanat rural, les services de transformation de produits alimentaires dans les exploitations, le tourisme ou le boisement ainsi que la promotion de pratiques agricoles durables et d'autres mesures de développement rural.

Après l'élargissement de l'Union européenne en mai 2004, les forêts et autres zones boisées représentaient 160 millions d'hectares, soit environ 42 % de la superficie totale de l'Union européenne. Contrairement à d'autres régions du monde, la superficie forestière de l'UE augmente lentement mais régulièrement au rythme annuel d'environ 0,3 %, malgré des disparités importantes entre les régions. Les forêts évoluent dans des conditions climatiques, géographiques, écologiques et socio-

Eurostat dispose d'un large éventail de données dans ce domaine, notamment sur:

L'agriculture

- les comptes économiques de l'agriculture (notamment les chiffres de la main-d'œuvre agricole),
- les prix et les indices des prix agricoles,
- la structure des exploitations agricoles,
- les données sur la production végétale et animale ainsi que le cheptel, les bilans d'approvisionnement et l'utilisation des terres,
- les vergers et les vignobles,
- l'agriculture biologique;

La sylviculture

- l'état des forêts et les ressources forestières (utilisation des terrains et matériel sur pied),
- les prélèvements, la production et le commerce (par produits en bois rond et produits de l'industrie sylvicole);

La pêche

- les captures par région de pêche, l'aquaculture et les débarquements par pays,
- la flotte de pêche et l'emploi dans le secteur de la pêche,
- les bilans d'approvisionnement et le commerce extérieur.

économiques extrêmement diverses. Sur le plan écologique, les forêts européennes appartiennent à différentes zones de végétation, allant des plaines côtières à la zone alpine, tandis que les conditions de gestion socio-économiques varient de petites exploitations familiales à de grands domaines appartenant à des entreprises intégrées verticalement.

Les poissons sont une ressource naturelle biologique, mobile (parfois sur de longues distances) et renouvelable. Personne ne peut posséder les poissons jusqu'à ce qu'ils aient été capturés et chaque groupe de pêcheurs a un impact sur les autres. En conséquence, les stocks de poissons continuent à être considérés comme une ressource commune, qui doit être gérée collectivement. Il est donc nécessaire de mettre en place des politiques qui régulent les quantités pêchées ainsi que les types de techniques et de matériels de pêche utilisés pour la capture, si nous voulons pouvoir transmettre cet héritage aux générations futures.

11 EXPLOITATIONS AGRICOLES ET UTILISATION DES TERRES

Les enquêtes de base sur la structure des exploitations agricoles sont effectuées par les États membres tous les 10 ans (l'enquête globale s'inscrivant dans le cadre du recensement agricole) et des enquêtes intermédiaires par échantillonnage sont effectuées trois fois entre les enquêtes de base. Les États membres recueillent des informations auprès des exploitations agricoles individuelles et, conformément à des règles strictes de confidentialité, les données sont transmises à Eurostat. Les informations recueillies couvrent l'utilisation des terres, le cheptel, la gestion et la main-d'œuvre agricole (notamment l'âge, le sexe et la relation au propriétaire de l'exploitation). Les données de l'enquête peuvent ensuite être cumulées sur différents niveaux géographiques (États membres, régions et pour les enquêtes de base également, par districts) et classées par importance, statut de la zone, statut juridique de l'exploitation, zone d'objectif et type d'exploitation (y compris par statut spécialisé/non spécialisé en utilisant des critères économiques). La première enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2003 a été réalisée par les États membres ayant adhéré à l'Union européenne en 2004. Les résultats de l'enquête sont encore en cours de traitement. Les informations disponibles restent par conséquent incomplètes au moment de la rédaction de la présente publication.

D'après cette enquête, on dénombrait 9,9 millions d'exploitations agricoles dans l'EU-25 en 2003 et l'équivalent de 9,9 millions de personnes travaillant à temps plein sur une superficie agricole utilisée de 164 millions d'hectares. Parmi les États membres de l'EU-15, le nombre d'exploitations agricoles et d'ouvriers agricoles, en majeure partie des hommes (63,0 %), est en baisse. Parmi les États membres ayant adhéré à l'Union européenne en 2004, une période de restitution des terres a eu lieu dans la phase précédant l'adhésion. Ce processus a conduit au morcellement de grandes fermes d'État et à leur restitution à des particuliers, conduisant à une augmentation conséquente du nombre d'exploitations et de travailleurs. Les États baltes figurent parmi les quelques États membres où l'on observe une répartition égale des ouvriers agricoles par sexe.



Bien que l'Union ait appelé les exploitants à diversifier leurs activités, seules 9 exploitations sur 1 000 de l'EU-25 disposaient d'une autre activité rémunératrice, avec des salaires particulièrement faibles dans les États membres méditerranéens et certains des pays ayant rejoint l'Union européenne en 2004.



Tableau 11.1: Exploitations agricoles

TAG00001 TAG00015 TAG00096

	Nombre d'exploitations agricoles (en milliers)			Nombre d'exploitations possédant des vaches laitières (en milliers)			Nombre d'exploitations exerçant une autre activité lucrative en 2005 (pour mille exploitations)
	2000	2003	2005	2000	2003	2005	
EU-25	:	9 870,6	:	:	1 798,5	1 081,3	:
EU-15	6 770,7	6 238,6	:	730,1	592,9	:	:
Belgique	61,7	54,9	51,5	18,2	16,6	15,2	4,1
République tchèque	:	45,8	42,3	:	8,5	6,8	10,6
Danemark	57,8	48,6	48,3	11,2	8,0	6,5	18,2
Allemagne	472,0	412,3	:	152,7	121,8	:	23,4
Estonie	:	36,9	27,8	:	12,4	9,2	6,8
Grèce	817,1	824,5	:	12,1	11,6	:	1,3
Espagne	1 287,4	1 140,7	:	77,8	51,0	:	2,4
France	663,8	614,0	:	128,3	113,9	:	34,3
Irlande	141,5	135,3	:	31,8	27,0	:	5,0
Italie	2 153,7	1 963,8	:	81,6	67,5	:	4,9
Chypre	:	45,2	:	:	0,3	:	6,2
Lettonie	140,8	126,6	128,7	73,9	63,7	50,9	8,5
Lituanie	:	272,1	253,0	:	193,4	170,8	1,0
Luxembourg	2,8	2,5	2,5	1,2	1,0	1,0	16,0
Hongrie	966,9	773,4	714,8	35,2	22,0	8,6	5,1
Malte	:	11,0	11,1	:	0,2	0,2	4,5
Pays-Bas	101,6	85,5	:	35,1	25,0	:	35,6
Autriche	199,5	173,8	:	77,5	65,1	:	22,4
Pologne	:	2 172,2	2 476,5	:	873,8	727,1	5,4
Portugal	416,0	359,3	:	33,0	27,1	:	10,1
Slovénie	86,5	77,2	77,2	28,6	17,2	19,7	4,1
Slovaquie	:	71,7	68,5	17,9	14,2	13,5	2,3
Finlande	81,2	75,0	70,6	23,9	19,4	16,9	29,0
Suède	81,4	67,9	75,8	14,0	9,7	8,6	13,2
Royaume-Uni	233,3	280,6	286,8	31,9	28,2	26,3	24,0
Bulgarie	:	665,6	:	:	195,0	:	4,3
Roumanie	:	4 484,9	:	:	1 204,9	:	4,2
Norvège	70,7	58,2	:	22,7	17,5	:	32,6

Exploitation agricole: unité technico-économique, soumise à une gestion unique et produisant des produits agricoles. L'exploitation peut également fournir d'autres produits et services (non agricoles). Les plus petites exploitations (moins de 1 % de l'activité agricole nationale) ne sont pas obligatoirement soumises à l'enquête.

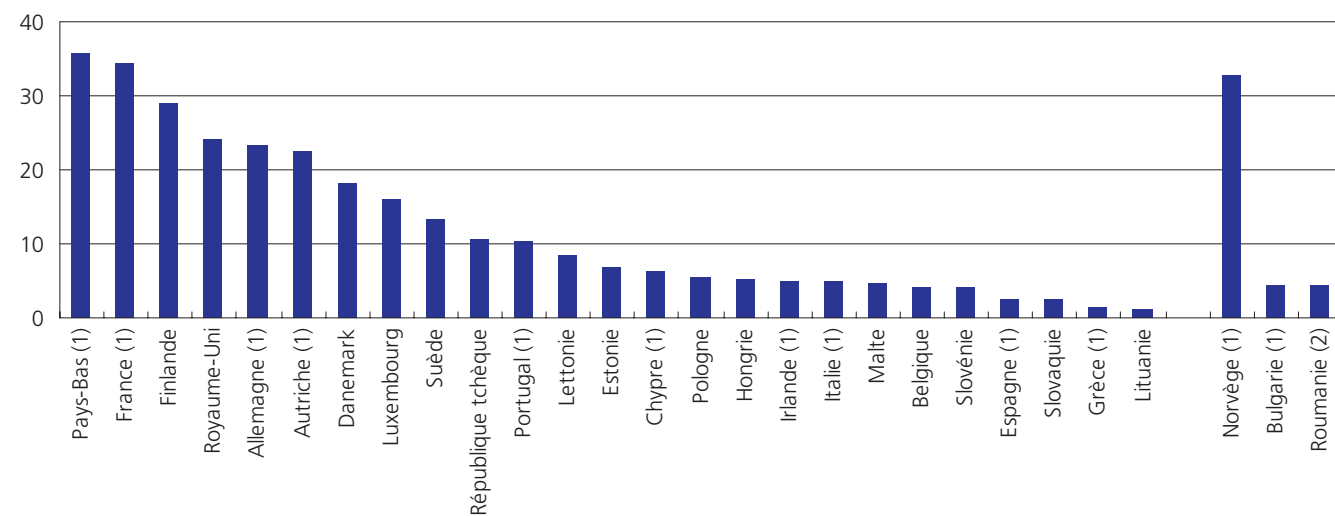
Vaches laitières: vaches élevées exclusivement ou principalement pour la production de lait destiné à la consommation humaine et/ou de produits laitiers, y compris les vaches destinées à l'abattage (engraissées ou non entre leur dernière lactation et l'abattage).

Autres activités lucratives: tourisme, artisanat, transformation des produits de la ferme, aquaculture, production d'énergie renouvelable et travaux à façon.

Graphique 11.1: Exploitations agricoles exerçant une autre activité lucrative en 2005

(en %)

TAG00096



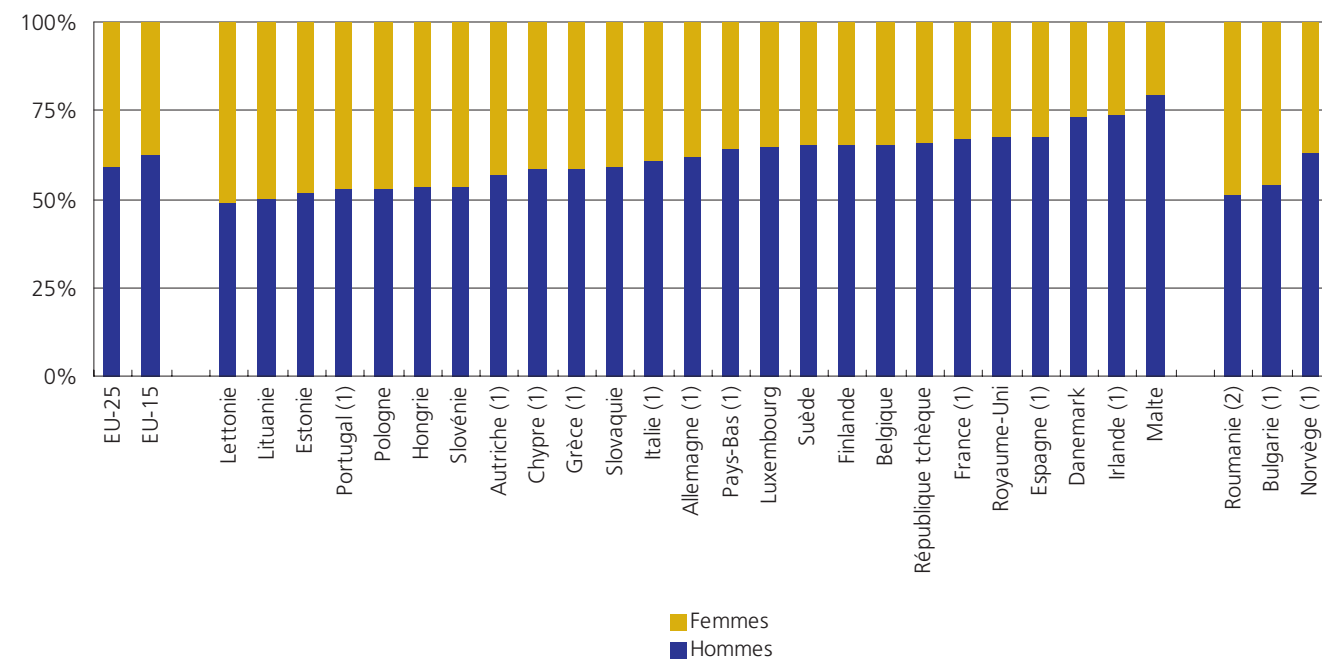
(1) 2003.

(2) 2002.

Autres activités lucratives: tourisme, artisanat, transformation des produits de la ferme, aquaculture, production d'énergie renouvelable et travaux à façon.

Graphique 11.2: Main-d'œuvre agricole par sexe en 2005

(en %)



(1) 2003.

(2) 2002.

Main-d'œuvre agricole régulière: la main-d'œuvre inclut toutes les personnes (au-dessus de l'âge légal) ayant travaillé sur l'exploitation et pour le compte de cette dernière au cours des 12 derniers mois. On considère comme main-d'œuvre régulière tous les membres de la famille de l'exploitant travaillant sur l'exploitation (exploitant inclus) et la main-d'œuvre non familiale occupée régulièrement.

Tableau 11.2: Main-d'œuvre agricole en 2005

(en milliers)

TAG00020 TAG00021 TAG00022 TAG00026 TAG00027 TAG00028 TAG00029 TAG00030

	Main- d'œuvre agricole totale (UTA) (1)	Main- d'œuvre agricole familiale	Main- d'œuvre agricole occupée réguliè- rement à temps plein	Exploitants agricoles < 35 ans	Exploitants agricoles ≥ 65 ans	Main- d'œuvre agricole occupée réguliè- rement	Main- d'œuvre agricole féminine occupée réguliè- rement	Exploitants agricoles personnes physiques
EU-25	9 804	19 207	3 874	793	2 706	20 967	8 537	9 805
EU-15	6 290	11 491	2 749	386	1 898	12 838	4 763	5 979
Belgique	70	81	50	3	10	95	33	48
République tchèque	152	67	102	4	7	184	62	39
Danemark	58	69	41	3	9	93	25	48
Allemagne (2)	689	841	340	49	24	1 014	384	389
Estonie	37	67	16	2	8	81	39	27
Grèce (2)	614	1 483	130	60	293	1 508	618	824
Espagne (2)	998	2 129	392	68	366	2 323	744	1 090
France (2)	914	813	593	54	85	1 243	404	481
Irlande (2)	160	234	105	15	27	249	65	135
Italie (2)	1 476	3 601	493	76	788	3 738	1 461	1 950
Chypre (2)	32	80	10	3	9	86	35	45
Lettonie	137	240	49	10	37	261	132	128
Lituanie	222	511	18	13	81	538	269	252
Luxembourg	4	5	3	0	0	6	2	2
Hongrie	463	1 325	117	55	195	1 423	663	707
Malte	4	18	2	1	3	18	4	11
Pays-Bas (2)	186	175	108	6	14	261	93	80
Autriche (2)	175	419	96	22	15	441	190	169
Pologne	2 274	5 044	745	313	422	5 112	2 384	2 473
Portugal (2)	455	857	137	9	164	911	429	353
Slovénie	95	204	25	3	26	208	96	77
Slovaquie	99	159	42	3	20	220	90	67
Finlande	84	140	47	7	4	154	53	65
Suède	71	133	30	4	15	154	53	71
Royaume-Uni	336	510	186	9	84	648	210	274
Bulgarie (2)	792	1 291	336	34	270	1 351	615	662
Roumanie (3)	2 700	8 759	338	392	1 719	8 884	4 300	44 462
Norvège (2)	64	147	23	6	4	170	62	56

(1) UTA: unité de travail annuel.

(2) 2003.

(3) 2002.

La main-d'œuvre inclut toutes les personnes (au-dessus de l'âge légal) ayant travaillé sur l'exploitation et pour le compte de cette dernière au cours des 12 derniers mois. Le temps de travail de chaque personne est enregistré en pourcentage d'un temps plein. Une UTA correspond au travail d'un salarié à plein temps.

Main-d'œuvre agricole familiale: tous les membres de la famille de l'exploitant (au-dessus de l'âge de la scolarité obligatoire), y compris l'exploitant lui-même, ayant travaillé sur l'exploitation et pour le compte de cette dernière au cours des 12 derniers mois.

L'exploitant agricole est la personne morale ou naturelle (physique) qui tire profit de l'activité agricole. Ne sont comptabilisés que les exploitants individuels et non pas les exploitants d'exploitations en holding.

Tableau 11.3: Superficie agricole par utilisation des sols

(en milliers d'hectares)

	Superficie des terres (1)	Superficie agricole utilisée (2)	Cultures perma- nentes (3)	Cultures céréalières (sauf riz) (4)	Prairies perma- nentes (5)	Terres arables (6)	Superficie boisée (7)
EU-25	:	164 051	11 594	51 610	57 124	97 065	:
EU-15	312 422	130 547	11 553	36 078	48 140	72 615	:
Belgique	3 028	1 386	21	323	519	844	617
République tchèque	7 727	3 606	42	1 612	853	2 703	2 646
Danemark	4 240	2 712	9	1 509	222	2 481	486
Allemagne	34 895	17 035	198	6 839	4 929	11 903	:
Estonie	4 239	770	2	282	236	517	2 267
Grèce	13 065	3 805	1 132	1 221	1 789	2 670	4 007
Espagne	49 950	25 690	5 659	6 463	7 264	12 608	18 806
France	:	29 632	1 123	9 162	10 039	18 305	15 500
Irlande	6 889	4 307	2	281	3 098	1 205	:
Italie	29 412	14 710	2 463	3 758	4 411	7 744	10 174
Chypre	:	136	37	58	1	87	:
Lettonie	6 229	1 734	13	469	629	1 092	2 904
Lituanie	6 268	2 837	40	956	891	1 877	2 038
Luxembourg	256	129	2	28	68	60	90
Hongrie	8 961	5 864	207	2 932	1 057	4 502	1 775
Malte	32	10	1	:	:	9	:
Pays-Bas	3 378	1 924	35	222	775	1 099	349
Autriche	8 275	3 263	66	796	1 810	1 379	3 202
Pologne	30 430	15 906	351	8 329	3 388	12 085	9 173
Portugal	9 147	3 722	773	352	1 507	1 418	3 324
Slovénie	2 014	509	28	95	305	176	1 283
Slovaquie	4 810	1 941	26	800	524	1 357	2 005
Finlande	30 460	2 267	4	1 188	26	2 234	:
Suède	41 034	3 201	3	1 013	511	2 687	23 507
Royaume-Uni	24 082	16 761	32	2 923	5 711	5 484	:
Bulgarie	10 877	5 331	216	1 719	1 801	3 297	3 734
Croatie	5 654	2 139	125	690	914	1 100	1 996
Roumanie	22 899	14 264	413	5 840	4 665	9 017	7 010
Turquie	:	26 578	2 550	13 842	14 617	26 379	:

(1) EU-15, 2000; Allemagne et Portugal, 2001; Croatie, 2003.

(2) Estonie, France, Irlande et Bulgarie, 2004; EU-25, EU-15, Chypre, Royaume-Uni et Croatie, 2003; Turquie, 2002.

(3) EU-15, République tchèque, Estonie, France, Irlande, Royaume-Uni et Bulgarie, 2004; EU-25, Chypre et Croatie, 2003; Turquie, 2001.

(4) Croatie, 2003; Turquie, 2001.

(5) Estonie, France, Irlande, Bulgarie et Turquie, 2004; Chypre et Croatie, 2003; EU-25, EU-15 et Grèce, 2001.

(6) Estonie, France, Irlande, Chypre et Bulgarie, 2004; EU-25, EU-15, Royaume-Uni et Croatie, 2003; Turquie, 2000.

(7) France et Bulgarie, 2004; Croatie, 2003; Portugal, 2001.

*Superficie des terres: superficie totale du pays, à l'exclusion des terres couvertes par les eaux.**Superficie agricole utilisée: l'ensemble de la superficie utilisée pour la production végétale, dont la description exhaustive est la suivante: terres arables, y compris les pâturages temporaires ainsi que les jachères et engrais verts, les superficies toujours couvertes d'herbe, les cultures permanentes (par exemple, fruits et raisins), les cultures sous verre et les autres superficies agricoles utilisées.**Cultures permanentes: cultures hors assolement, autres que les prairies permanentes, qui occupent les terres pendant une longue période et fournissent des récoltes durant plusieurs années.**Céréales: plantes herbacées de la famille des graminées (à l'exception du sarrasin) cultivées principalement pour leur grain. Les quantités de céréales en mélange avec des légumes secs sont comptabilisées dans les bilans «légumes secs».**Prairies permanentes et pâturages: terres consacrées de façon permanente (pour une période de cinq ans et plus) à la culture de plantes fourragères herbacées, qu'elles soient cultivées (semées) ou naturelles (auto-ensemencement), et qui n'entrent pas dans l'assolement de l'exploitation. Les terres peuvent être utilisées pour le pâturage ou fauchées pour l'ensilage ou le foin.**Terres arables: terres travaillées de manière régulière, généralement dans le cadre d'un système d'assolement, incluant les jachères.**Superficie boisée: elle comprend la superficie forestière et les autres superficies boisées.*

PRODUCTION, INDICES DES PRIX ET REVENUS AGRICOLES

Le principal objectif des «comptes économiques de l'agriculture» (CEA) est d'analyser le processus de production de l'industrie agricole et le revenu primaire qui en découle. Le CEA comprend un compte de production, un compte d'exploitation, un compte du revenu d'entreprise et des éléments d'un compte de capital. Pour les postes «production» des activités agricoles, de chasse et les services connexes, les États membres transmettent à Eurostat les valeurs aux prix de base ainsi que leurs composants (la valeur aux prix à la production, les subventions sur les produits et les impôts sur les produits). Pour les postes de consommation intermédiaire, les valeurs au prix d'acquisition sont transmises. Les données pour le compte de production et la formation brute de capital fixe sont transmises en prix courants et en prix constants.

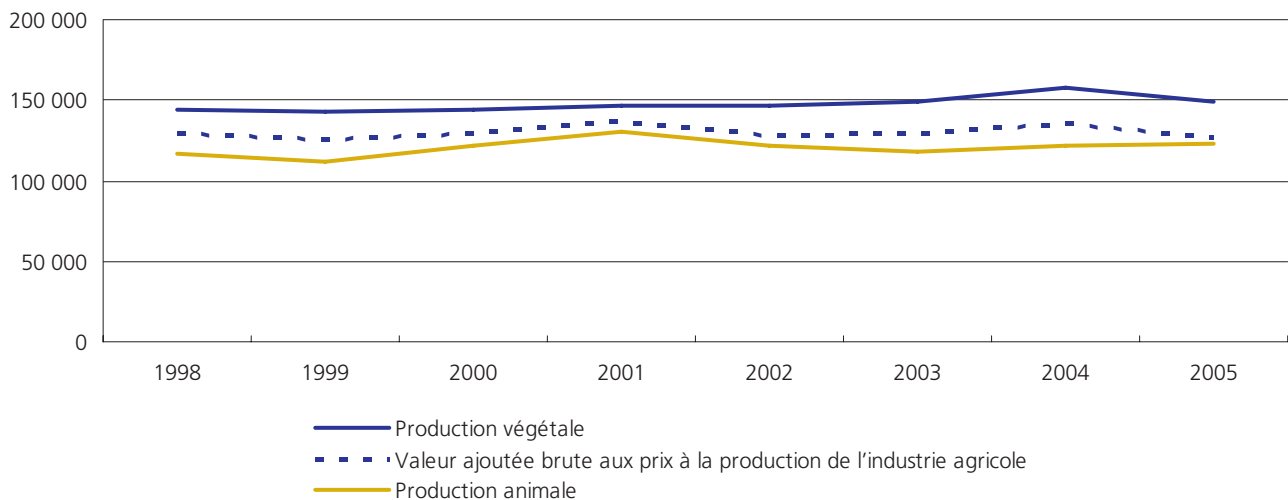
Trois indicateurs de revenu sont calculés à partir des CEA: l'indice de revenu réel des facteurs dans l'agriculture par unité de travail annuel (indicateur de revenu A), l'indice de revenu réel d'entreprise agricole par unité de travail non salarié annuel (indicateur B) et le revenu net d'entreprise agricole (indicateur C). Les données annuelles des CEA et les indicateurs de revenu sont actuellement disponibles pour l'EU-25 de 1998 à 2005.

Eurostat recueille également les prix agricoles annuels absolus (en principe nets de TVA) pour comparer les niveaux de prix entre les États membres et pour étudier les canaux de vente. Les indices des prix agricoles pour les produits agricoles et les moyens de production agricoles sont en revanche utilisés principalement pour analyser les variations de prix et leur effet sur le revenu agricole. Les indices des prix agricoles de l'UE sont calculés au moyen d'une formule de Laspeyres pondérée en fonction de l'année de base.

La valeur ajoutée brute de l'industrie agricole aux prix à la production courants (calculés en déduisant la consommation intermédiaire de la production de l'industrie agricole) a brusquement reculé (de -5,9 %) à 127 162 millions d'euros en 2005 (sa deuxième valeur la plus basse au cours de la période 1998-2005). Cette chute est essentiellement due à la baisse (-8,0 %) en termes réels (c'est-à-dire hors inflation) de la production végétale de l'EU-25. Ces développements sont responsables de la baisse notable du revenu agricole de l'EU-25 (-5,5 % mesurés par l'indicateur A), qui a en grande partie annulé la solide progression (6,0 %) enregistrée en 2004.

Graphique 11.3: Production agricole dans l'EU-25

(en millions d'euros)



La valeur ajoutée brute aux prix à la production correspond à la valeur de la production moins la valeur de la consommation intermédiaire. Le prix correspond au prix à la production (hors TVA facturée), c'est-à-dire le prix des produits agricoles au départ de l'exploitation. Le prix de base est obtenu à partir du prix à la production en y ajoutant les subventions nettes des impôts (autres que la TVA) sur les produits. La définition de l'industrie agricole est basée sur la division 01 de la NACE Rév. 1. Le concept de production regroupe les ventes, les variations de stocks ainsi que les produits utilisés pour la transformation et l'autoconsommation des producteurs.

Tableau 11.4: Production agricole

(en millions d'euros)

TAG00054 TAG00055 TAG00056

	Valeur ajoutée brute aux prix à la production de l'industrie agricole			Production végétale			Production animale		
	1995	2000	2005	1995	2000	2005	1995	2000	2005
EU-25	:	128 726	127 162	:	143 768	149 452	:	121 509	123 318
EU-15	116 105	119 434	116 758	123 974	131 857	135 816	108 333	110 031	109 475
Belgique	2 535	2 557	2 282	3 147	2 931	2 962	3 864	3 841	3 554
République tchèque	:	981	1 004	:	1 679	1 741	:	1 314	1 552
Danemark	3 287	2 795	2 449	2 876	2 601	2 532	4 741	4 767	4 637
Allemagne	12 534	13 603	13 909	19 535	18 374	18 473	19 716	19 344	18 946
Estonie	93	140	195	131	146	180	170	180	258
Grèce	6 628	6 329	6 349	6 689	6 534	6 982	2 412	2 499	2 640
Espagne	15 839	19 484	22 450	14 623	19 539	22 979	10 050	11 692	13 360
France	24 635	24 545	21 281	28 742	30 337	29 479	22 099	22 242	21 582
Irlande	2 348	1 965	1 711	1 165	1 240	1 293	3 797	3 656	3 639
Italie	22 243	25 358	25 019	21 719	24 248	25 026	11 678	13 362	13 215
Chypre	:	:	:	:	:	-	:	:	-
Lettonie	:	197	237	:	199	291	:	220	292
Lituanie	310	393	417	436	622	540	363	481	706
Luxembourg	119	108	96	78	76	83	158	148	152
Hongrie	:	1 814	1 747	:	2 321	2 940	:	2 078	2 056
Malte	:	69	44	:	48	39	:	77	63
Pays-Bas	9 283	9 032	8 147	8 807	9 480	10 134	9 253	8 548	7 993
Autriche	2 249	2 220	2 190	2 225	2 116	2 184	2 509	2 513	2 526
Pologne	:	4 660	5 689	:	5 992	6 692	:	5 893	7 696
Portugal	2 690	2 465	2 338	3 422	3 601	3 502	2 078	2 194	2 453
Slovénie	432	402	402	456	444	520	490	493	477
Slovaquie	510	311	381	591	459	693	802	742	744
Finlande	822	727	516	1 388	1 429	1 406	1 750	1 689	1 621
Suède	1 248	1 135	863	1 610	1 805	1 569	2 236	2 303	2 055
Royaume-Uni	9 646	7 113	7 160	7 950	7 546	7 211	11 994	11 234	11 102
Bulgarie	:	:	:	1 129	1 305	1 576	1 274	1 448	1 128
ARY de Macédoine	:	:	:	:	586	:	:	191	:
Roumanie	:	4 121	:	:	4 887	:	:	2 984	:
Norvège	762	727	:	1 188	1 210	:	1 504	1 581	:
Suisse	3 577	3 129	2 545	3 313	3 045	2 684	3 837	3 315	3 104

La valeur ajoutée brute aux prix à la production correspond à la valeur de la production moins la valeur de la consommation intermédiaire. Le prix correspond au prix à la production (hors TVA facturée), c'est-à-dire le prix des produits agricoles au départ de l'exploitation. Le prix de base est obtenu à partir du prix à la production en y ajoutant les subventions nettes des impôts (autres que la TVA) sur les produits. La définition de l'industrie agricole est basée sur la division 01 de la NACE Rév. 1. Le concept de production regroupe les ventes, les variations de stocks ainsi que les produits utilisés pour la transformation et l'autoconsommation des producteurs.

**Tableau 11.5: Prix à la production agricole et prix d'acquisition**

(taux de croissance annuels moyens des indices de prix déflatés, en %)

TAG00047 TAG00053

	Prix à la production agricole de la production agricole totale		Prix d'acquisition des biens et services de consommation intermédiaire	
	1995 - 2000	2000 - 2005	1995 - 2000	2000 - 2005
EU-25	1,4	-1,7	4,0	-0,1
EU-15	-2,7	-1,6	-0,5	-0,1
Belgique	-1,7	-1,8	0,0	-0,5
République tchèque	-4,3	-2,8	-2,3	-0,3
Danemark	-2,5	-3,1	-0,9	0,3
Allemagne	-2,0	-1,8	0,2	0,0
Estonie	:	3,4	:	:
Grèce	-2,0	1,0	-0,7	0,7
Espagne	-3,0	-1,2	-0,5	-1,0
France	-1,6	-2,5	-0,1	0,0
Irlande	-4,5	-2,9	-0,9	-0,2
Italie	-2,5	-1,3	-1,5	0,0
Chypre	:	1,5	:	6,3
Lettonie	:	2,8	:	2,2
Lituanie	-8,4	2,1	:	:
Luxembourg	-2,9	-2,2	-0,3	-1,0
Hongrie	-1,3	-4,6	1,2	-0,4
Malte	:	-3,0	:	-0,4
Pays-Bas	-0,8	-2,5	-0,2	-0,6
Autriche	-1,8	-1,4	-0,3	-0,2
Pologne	:	-2,0	:	:
Portugal	-1,6	-2,6	-1,8	-1,5
Slovénie	-2,7	-2,8	0,9	0,4
Slovaquie	-4,6	-5,3	-1,2	-2,6
Finlande	-2,3	-1,6	-0,4	0,7
Suède	-3,2	-2,2	0,5	1,1
Royaume-Uni	-7,9	0,4	-2,3	1,4
Bulgarie	:	-5,0	:	:
Roumanie	-8,3	-1,4	:	:

Les indices de ce tableau donnent des informations sur l'évolution des prix à la production/d'acquisition. Les indices nominaux sont déflatés à l'aide des indices harmonisés des prix à la consommation.

Tableau 11.6: Revenu de l'activité agricole

(2000 = 100)

TAG00057

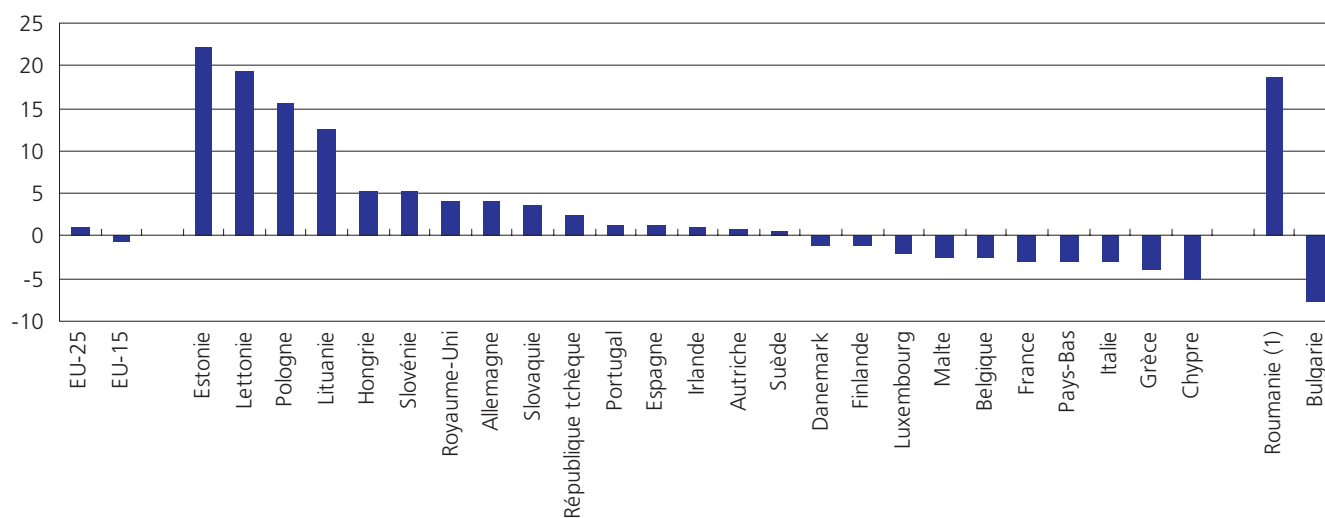
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
EU-25	:	:	:	:	97,4	100,0	105,9	100,1	104,6	110,8	104,8
EU-15	99,0	102,4	101,6	98,0	97,5	100,0	105,7	99,2	102,2	103,7	97,2
Belgique	87,1	96,5	100,6	94,2	87,8	100,0	102,3	92,4	90,1	88,3	87,8
République tchèque	:	:	:	63,1	52,7	100,0	97,8	64,6	62,7	100,4	113,1
Danemark	112,2	111,6	107,6	83,3	83,0	100,0	112,5	81,5	77,9	92,2	94,7
Allemagne	75,5	87,5	90,2	81,0	80,1	100,0	125,5	92,7	87,0	125,5	121,7
Estonie	103,9	112,1	111,7	120,6	66,9	100,0	121,2	121,0	172,6	268,2	272,7
Grèce	106,0	100,7	101,3	100,5	100,5	100,0	102,1	98,7	91,8	83,6	82,1
Espagne	93,0	104,4	105,2	100,8	94,6	100,0	108,0	104,7	118,4	118,5	106,3
France	97,2	97,9	100,6	105,2	102,1	100,0	100,2	98,4	97,9	96,2	86,6
Irlande	98,2	96,8	94,6	91,4	86,3	100,0	98,5	93,3	93,1	89,9	104,8
Italie	88,8	93,8	96,2	96,1	103,7	100,0	100,4	96,2	97,1	96,3	86,3
Chypre	:	:	:	:	102,5	100,0	112,1	112,3	107,2	96,3	77,3
Lettonie	:	:	:	119,5	88,1	100,0	119,2	123,2	124,0	214,8	243,1
Lituanie	:	:	111,5	146,3	126,0	100,0	106,9	71,5	89,7	144,3	179,8
Luxembourg	106,4	110,3	101,4	111,3	105,0	100,0	99,0	101,7	96,3	91,6	90,2
Hongrie	:	:	:	131,8	113,1	100,0	106,9	90,9	91,7	142,1	129,9
Malte	:	:	:	117,0	110,5	100,0	107,5	99,3	88,8	94,1	88,2
Pays-Bas	114,5	109,8	118,6	106,5	98,9	100,0	97,9	84,1	89,8	81,2	86,5
Autriche	112,0	105,8	96,1	94,3	94,0	100,0	115,7	108,7	107,7	108,0	104,4
Pologne	:	:	:	113,3	98,1	100,0	114,9	104,8	103,5	201,9	205,7
Portugal	106,9	122,7	104,7	96,2	116,8	100,0	120,0	112,7	119,0	121,0	106,6
Slovénie	98,2	87,4	101,2	99,1	92,6	100,0	86,3	117,3	89,4	134,7	129,1
Slovaquie	100,7	105,8	108,8	96,5	102,9	100,0	114,6	108,3	93,4	133,5	119,3
Finlande	97,3	80,2	79,3	65,2	82,3	100,0	98,8	97,8	96,6	94,5	94,3
Suède	98,5	96,5	102,2	104,6	92,0	100,0	108,2	108,3	109,1	106,0	103,1
Royaume-Uni	170,5	159,5	123,0	105,6	103,4	100,0	106,3	116,2	138,5	127,0	122,5
Bulgarie	:	:	:	:	:	100,0	111,8	:	84,7	83,9	67,4
Roumanie	:	:	:	158,2	120,9	100,0	151,2	160,3	199,6	283,4	:

Indicateur A du revenu de l'activité agricole: l'indicateur A correspond à la valeur ajoutée nette déflatée (réelle) au coût des facteurs de l'agriculture par unité de travail annuel total. L'indice des prix implicites du PIB est utilisé comme déflatteur.

Graphique 11.4: Revenu de l'activité agricole en 2000-05

(taux de croissance annuel moyen en %)

TAG00057



(1) Taux de croissance annuel moyen sur la période 2000-04.

LES PRODUITS AGRICOLES

La collecte des statistiques sur la production de 200 cultures spécifiques est dans l'ensemble régie par des règlements du Conseil, à l'exception des données sur les fruits et les légumes frais qui sont recueillies dans le cadre d'accords à l'amiable avec les États membres. Les données relatives au lait, aux œufs et aux produits à base de viande sont également collectées conformément à la législation communautaire. Les données sont recueillies essentiellement pour les surfaces cultivées et les rendements, la production exprimée en tonnes et les têtes de bétail.

La principale production de viande dans l'UE est la viande de porc (17,9 millions de tonnes produites dans l'EU-15 en 2005), suivie par la viande de volaille (8,4 millions de tonnes en 2005) et la viande de bœuf/veau (7,3 millions de tonnes en 2005). À partir de 1995, lorsque les productions de viande de volaille et

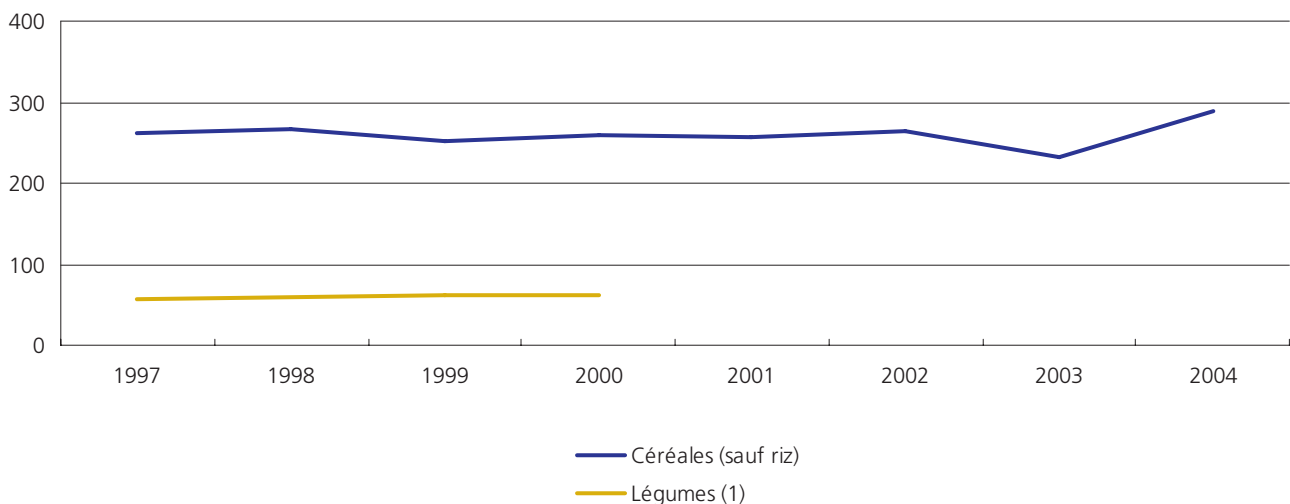
de viande de bœuf/veau ont atteint un niveau comparable à environ 8,0 millions de tonnes dans l'EU-25, la production de volailles a connu une croissance soutenue pour atteindre 9,4 millions de tonnes en 2001 et en 2002, avant de retomber à des niveaux à peine supérieurs à ceux de 1995, tandis que la production de bœuf/veau diminuait. Depuis 1999, la production de viande porcine dans l'EU-15 est restée relativement stable.

La production laitière est contrôlée dans le cadre d'un système de quotas laitiers, ce qui explique que la collecte du lait dans l'EU-15 soit restée relativement régulière. En 2004, la production céréalière de l'EU-25 a atteint 290 millions de tonnes, bien que les chiffres des CEA tendent à suggérer un déclin important, notamment dans la péninsule ibérique.

Graphique 11.5: Production de céréales (sauf riz) et légumes dans l'EU-25

(en millions de tonnes)

TAG00031 TAG00097



(1) Non disponible pour 2001-04.

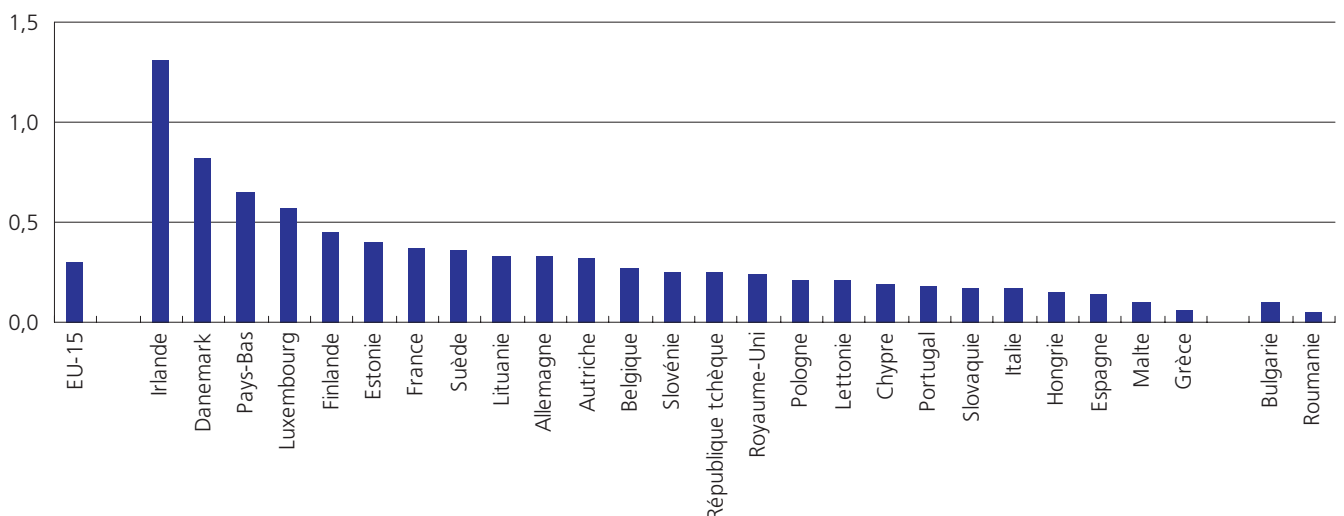
La production des céréales est la production récoltée (non compris les pertes à la récolte). Les céréales comprennent le blé, l'orge, le maïs et d'autres céréales.

Légumes: destinés à la transformation industrielle et à la commercialisation.

Graphique 11.6: Collecte de lait de vache par habitant en 2004 (1)

(en tonnes par habitant)

TAG00037



(1) EU-25 non disponible.

Lait de vache collecté dans des fermes par des laiteries agréées: Il convient de faire la distinction entre le «lait collecté par des laiteries» et la «production de lait à la ferme». La collecte de lait ne représente qu'une partie de l'utilisation totale de la production de lait à la ferme. Le lait produit à la ferme est par ailleurs utilisé pour la consommation domestique, la vente directe et l'alimentation du bétail.

Tableau 11.7: Production agricole en 2005

(en milliers de tonnes)

TAG00031 TAG00037 TAG00042 TAG00043 TAG00044 TAG00097

	Collecte de lait					
	Céréales (1)	Légumes (2)	de vache (3)	Bovins (4)	Porcs (5)	Volailles (6)
EU-25	289 972	61 757	131 422	:	:	10 256
EU-15	199 365	52 894	109 448	7 276	17 922	8 259
Belgique	2 818	1 531	2 868	267	1 013	321
République tchèque	7 660	296	2 546	81	380	241
Danemark	9 283	221	4 449	136	1 793	186
Allemagne	45 980	2 839	27 311	1 165	4 499	994
Estonie	760	36	571	13	38	:
Grèce	4 230	4 027	696	58	130	163
Espagne	13 274	12 930	5 914	724	3 164	1 303
France	64 093	5 878	23 325	1 555	2 275	1 797
Irlande	1 939	274	5 061	546	205	121
Italie	20 092	14 420	10 127	1 114	1 515	695
Chypre	60	127	144	4	55	:
Lettonie	1 314	159	502	20	38	17
Lituanie	2 811	225	1 202	47	106	56
Luxembourg	161	2	258	10	11	0
Hongrie	16 770	1 547	1 609	32	456	376
Malte	:	60	42	1	9	5
Pays-Bas	1 857	4 155	10 407	396	1 297	670
Autriche	4 898	511	2 619	204	509	107
Pologne	26 928	4 772	8 821	306	1 926	1 036
Portugal	668	1 670	1 911	118	327	251
Slovénie	576	88	508	37	32	53
Slovaquie	3 585	141	968	26	140	92
Finlande	4 058	226	2 362	85	203	87
Suède	5 051	227	3 163	136	275	104
Royaume-Uni	21 037	2 665	14 038	762	706	1 581
Bulgarie	5 819	477	798	66	243	:
Croatie	2 356	441	297	27	114	:
Roumanie	19 710	4 685	1 068	150	617	:
Turquie	30 427	26 517	:	:	:	:
Islande	3	:	113	:	:	:
Norvège	1 203	:	1 686	:	:	:

(1) EU-25 et Hongrie, 2004; Croatie et Turquie, 2003; Norvège, 2001; Islande, 1997.

(2) Danemark, Grèce et Finlande, 2004; Belgique, République tchèque, Espagne, Portugal, Croatie et Roumanie, 2003; Suède, 2002; Allemagne, 2001; EU-25, EU-15 et Irlande, 2000.

(3) Toutes les données pour 2005, sauf: Croatie, 2000; Norvège, 1996.

(4) Bulgarie et Croatie, 2000; Roumanie, 1998.

(5) EU-15, 2003; Bulgarie et Croatie, 2000; Roumanie, 1998.

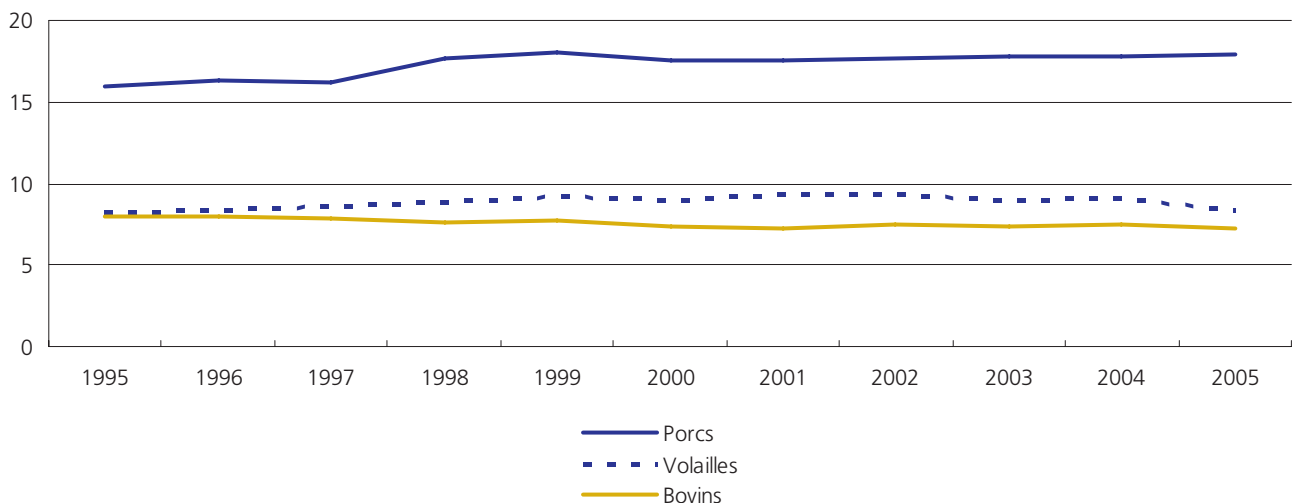
(6) Toutes les données pour 2005, sauf: Belgique et Irlande, 2002.

*La production des céréales est la production récoltée (non compris les pertes à la récolte). Les céréales comprennent le blé, l'orge, le maïs et d'autres céréales.**Légumes: destinés à la transformation industrielle et à la commercialisation.**Lait de vache collecté dans des fermes par des laiteries agréées: Il convient de faire la distinction entre le «lait collecté par des laiteries» et la «production de lait à la ferme». La collecte de lait ne représente qu'une partie de l'utilisation totale de la production de lait à la ferme. Le lait produit à la ferme est par ailleurs utilisé pour la consommation domestique, la vente directe et l'alimentation du bétail.**Production de viande: exprime le poids carcasse total des animaux abattus dans les abattoirs et à l'exploitation et dont la viande est certifiée pour la consommation humaine.*

Graphique 11.7: Production de viande dans l'EU-15

(en millions de tonnes)

TAG00042 TAG00043 TAG00044

**LA SYLVICULTURE**

En matière de sylviculture, l'Union européenne poursuit les objectifs suivants:

- la promotion du développement durable du secteur forestier européen en tant que contribution au développement rural et, en particulier, à la création et à la préservation d'emplois dans les zones rurales;
- la protection de notre environnement naturel et du patrimoine forestier en maintenant le rôle des forêts et de la sylviculture dans la protection des sols, le contrôle de l'érosion, la régulation des eaux, l'amélioration de la qualité de l'air, le piégeage du carbone, l'atténuation et l'adaptation des effets des changements climatiques et la préservation de la biodiversité;
- l'amélioration de la gestion durable des forêts dans le contexte du marché intérieur et en conformité avec les obligations internationales de l'Union;
- le maintien de la compétitivité des industries européennes fondées sur l'exploitation des forêts;
- l'amélioration des instruments de contrôle des forêts conformément aux exigences des accords existants en matière de protection de l'environnement;
- le renforcement de l'utilisation de bois et de produits sylvicoles issus d'une gestion durable des forêts, en tant que sources de matériaux et d'énergie préservant l'environnement et n'ayant pas d'incidence sur le plan climatique;
- la promotion de la gestion durable et équitable des forêts en tant que moyen pour réduire la pauvreté et donc pour contribuer efficacement à la politique de développement de l'Union européenne.

En 2006, la Commission a renforcé son soutien à l'amélioration de la gestion durable des forêts et au rôle multifonctionnel des forêts en adoptant un plan d'action de l'Union européenne en faveur des forêts. Ce plan d'action fournit un cadre aux actions liées aux forêts au niveau de la Communauté et des États membres. En outre, il servira d'instrument de coordination entre les actions communautaires et les politiques forestières des États membres.

Depuis de nombreuses années, Eurostat collabore étroitement avec des organisations internationales dans le cadre du groupe de travail intersecrétariat sur les statistiques du secteur forestier, afin de réduire les travaux faisant double emploi. Le groupe de travail intersecrétariat réunit Eurostat, la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) pour la collecte de statistiques sur le secteur forestier. Les Directions générales de l'agriculture et du développement rural, des entreprises et de l'industrie, et de l'environnement en sont également membres.

Le principal outil de coopération est le questionnaire commun Eurostat/CEE-ONU/FAO/OIBT sur le secteur forestier concernant la production et le commerce de bois rond et de produits de la sylviculture, qui est utilisé par toutes les organisations. Chaque agence collecte les données des pays dont elle est responsable. Dans ce cadre, Eurostat est responsable des réponses des États membres de l'Union européenne et de l'AELE.

Entre 1996 et 2000, on a observé une augmentation relativement importante du volume de production de bois rond dans l'EU-25 de 302 millions de mètres cubes à 370 millions de mètres cubes. Bien qu'il ait été suivi d'un recul, le pic de 2000 a été dépassé en 2004, lorsque la production a atteint 372 millions de mètres cubes. La production de sciages, de papier et de carton a également affiché une croissance notable au cours de la période 1994-2004 (enregistrant des hausses de 27 % et 33 % respectivement). Une grande majorité de la production de sciages (83 %) et de la production de papier et de carton (94 %) dans l'EU-25 en 2004 provenait des États membres de l'EU-15. Entre 1994 and 2004, ces parts n'ont pratiquement pas varié.

Tableau 11.8: Production de bois

(en milliers de m³)

TAG00072 TAG00073

	Production totale de bois rond					Production totale de sciages				
	2000	2001	2002	2003	2004	2000	2001	2002	2003	2004
EU-25	369 865	341 632	349 135	366 474	371 892	96 364	94 369	95 017	97 522	101 020
EU-15	286 347	259 626	263 460	276 065	282 423	79 356	78 736	78 894	80 586	83 361
Belgique	4 510	4 215	4 500	4 765	4 850	1 150	1 275	1 175	1 215	1 235
République tchèque	14 441	14 374	14 541	15 140	15 601	4 106	3 889	3 800	3 805	3 940
Danemark	2 952	1 613	1 446	1 627	1 627	364	283	244	248	196
Allemagne	53 710	39 483	42 380	51 182	54 504	16 340	16 131	17 119	17 596	19 850
Estonie	8 910	10 200	10 500	10 500	6 800	1 436	1 623	1 825	1 954	2 029
Grèce	2 245	1 916	1 591	1 673	1 526	123	123	196	191	191
Espagne	14 321	15 131	15 839	16 105	16 290	3 760	4 275	3 524	3 630	3 730
France	45 828	39 831	35 449	32 828	33 647	10 536	10 518	9 815	9 539	9 774
Irlande	2 673	2 455	2 646	2 683	2 562	888	925	818	1 005	939
Italie	9 329	8 099	7 511	8 219	8 697	1 630	1 600	1 605	1 590	1 580
Chypre	21	18	15	12	10	9	9	7	6	5
Lettonie	14 304	12 841	13 466	12 916	12 754	3 900	3 840	3 947	3 951	3 988
Lituanie	5 500	5 700	6 115	6 275	6 120	1 300	1 200	1 300	1 400	1 450
Luxembourg	260	270	257	257	277	133	133	133	133	133
Hongrie	5 902	5 811	5 836	5 785	5 660	291	264	293	299	205
Malte	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	1 039	865	839	1 044	1 026	389	268	258	269	273
Autriche	13 276	13 467	14 846	17 055	16 483	10 390	10 227	10 415	10 473	11 133
Pologne	26 025	25 016	27 137	30 836	32 733	4 262	3 083	3 180	3 360	3 743
Portugal	10 831	8 946	8 742	9 673	11 553	1 427	1 492	1 298	1 383	1 100
Slovénie	2 253	2 257	2 283	2 591	2 551	439	460	506	511	461
Slovaquie	6 163	5 788	5 782	6 355	7 240	1 265	1 265	1 265	1 651	1 837
Finlande	54 262	52 210	53 011	53 778	53 800	13 420	12 770	13 390	13 745	13 544
Suède	63 300	63 200	66 600	67 100	67 300	16 176	15 988	16 172	16 800	16 900
Royaume-Uni	7 811	7 926	7 802	8 075	8 281	2 630	2 728	2 731	2 768	2 783
Bulgarie	4 784	3 992	4 833	4 833	4 833	312	332	332	332	332
Croatie	3 669	3 468	3 641	3 847	3 841	642	574	640	585	582
Roumanie	13 148	12 424	15 154	15 440	15 777	3 396	3 059	3 696	4 246	4 588
Turquie	15 939	15 337	16 122	15 810	16 503	5 528	5 036	5 579	5 615	6 215
Islande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Norvège	8 156	8 996	8 652	8 298	8 782	2 280	2 253	2 225	2 186	2 230
Suisse	9 238	5 662	4 557	5 120	5 132	1 625	1 400	1 392	1 345	1 505
États-Unis	466 549	449 114	448 000	448 513	458 310	91 076	86 015	88 643	86 159	87 436

Production de bois rond (terme synonyme de quantités enlevées): correspond à toutes les quantités de bois enlevées des forêts, des autres superficies boisées et d'autres sites d'abattage au cours d'une période donnée.

Sciages: bois produit soit par sciage longitudinal, soit par un procédé de profilage par enlèvement de copeaux et qui a une épaisseur supérieure à 6 mm. Il comprend les madriers, poutres, solives, planches, chevrons, voliges, lattes, planches de caisserie, traverses, bois d'œuvre, etc. sous les formes suivantes — non rabotés, rabotés, à joints digitiformes, etc.

Tableau 11.9: Production totale de papier et de carton

(en milliers de tonnes)

TAG00074

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
EU-25	72 379	75 710	76 931	79 831	81 697	84 367	89 222	87 462	89 775	91 763	95 927
EU-15	69 197	71 844	73 016	75 806	77 542	79 961	84 519	82 233	84 446	86 532	90 316
Belgique (1)	1 088	1 416	1 509	1 618	1 831	1 666	1 727	1 662	1 704	1 919	1 957
République tchèque	700	756	741	750	768	770	804	864	870	920	934
Danemark	345	362	367	390	393	397	263	389	384	388	402
Allemagne	14 457	15 284	15 458	15 911	16 311	16 742	18 182	17 879	18 526	19 310	20 391
Estonie	42	36	41	38	43	48	54	70	75	64	66
Grèce	750	833	749	604	622	352	496	495	264	223	224
Espagne	3 503	3 684	3 768	3 668	3 545	4 436	4 765	5 131	5 365	5 437	5 526
France	8 701	8 302	8 420	8 867	9 161	9 603	10 006	9 625	9 809	9 939	10 255
Irlande	0	42	42	42	42	42	43	43	44	45	45
Italie	6 705	6 949	7 194	7 929	8 254	8 568	9 129	8 926	9 317	9 491	9 667
Chypre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lettonie	4	18	19	21	18	19	16	24	33	38	38
Lituanie	23	70	64	42	37	37	53	68	78	92	99
Luxembourg (2)	:	:	:	:	:	0	0	0	0	0	0
Hongrie	328	321	363	410	482	473	506	495	517	546	579
Malte	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	3 011	2 962	3 011	3 130	3 180	3 256	3 333	3 174	3 346	3 339	3 459
Autriche	3 603	3 614	3 720	3 884	4 009	4 141	4 385	4 250	4 419	4 565	4 852
Pologne	1 326	1 477	1 528	1 660	1 718	1 839	1 934	2 086	2 342	2 461	2 635
Portugal	949	1 050	1 086	1 114	1 136	1 163	1 290	1 419	1 537	1 530	1 674
Slovénie	460	449	456	430	491	417	411	633	704	436	462
Slovaquie	299	739	701	674	597	803	925	988	710	674	798
Finlande	10 972	11 922	12 081	12 519	12 703	12 947	13 509	12 502	12 789	13 058	14 036
Suède	9 284	9 120	9 236	9 654	9 879	10 071	10 786	10 534	10 724	11 061	11 589
Royaume-Uni	5 829	6 305	6 375	6 476	6 477	6 576	6 605	6 204	6 218	6 226	6 240
Bulgarie	151	153	153	153	153	126	136	171	171	171	171
Croatie	248	324	304	395	403	417	406	451	467	463	464
Roumanie	288	375	288	298	301	289	340	395	370	443	462
Turquie	1 102	1 305	1 265	1 282	1 357	1 349	1 567	1 513	1 643	1 643	1 643
Islande	0	0	0	0	0	:	:	:	:	:	:
Norvège	2 148	2 283	2 246	2 162	2 260	2 241	2 300	2 220	2 114	2 186	2 294
Suisse	1 450	1 145	1 282	1 462	1 592	1 755	1 616	1 750	1 805	1 818	1 777
États-Unis	80 946	76 477	82 726	86 916	86 469	88 670	86 252	81 249	81 879	80 712	83 612

(1) 1994-98, y compris Luxembourg.

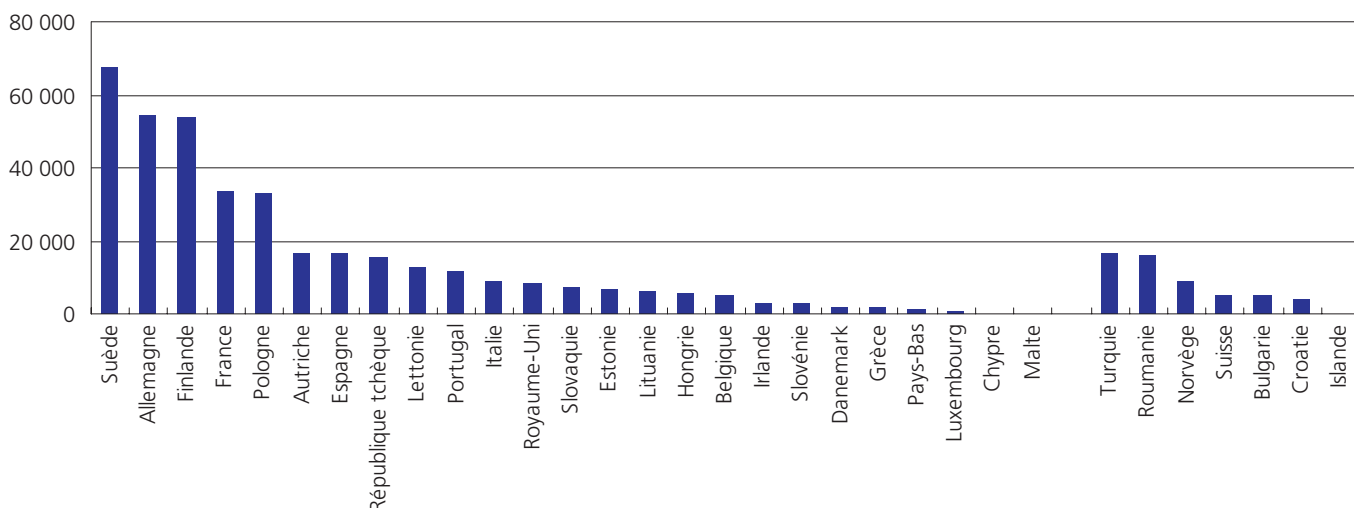
(2) 1994-98, inclus dans la Belgique.

«Papiers et cartons» comprend les papiers graphiques, les papiers hygiéniques et domestiques, les matériaux d'emballage et autres papiers et cartons. Ne sont pas compris les articles en papier manufacturés tels que caisses, cartons, livres, revues.

Graphique 11.8: Production de bois rond en 2004 (1)

(en milliers de m³)

TAG00072



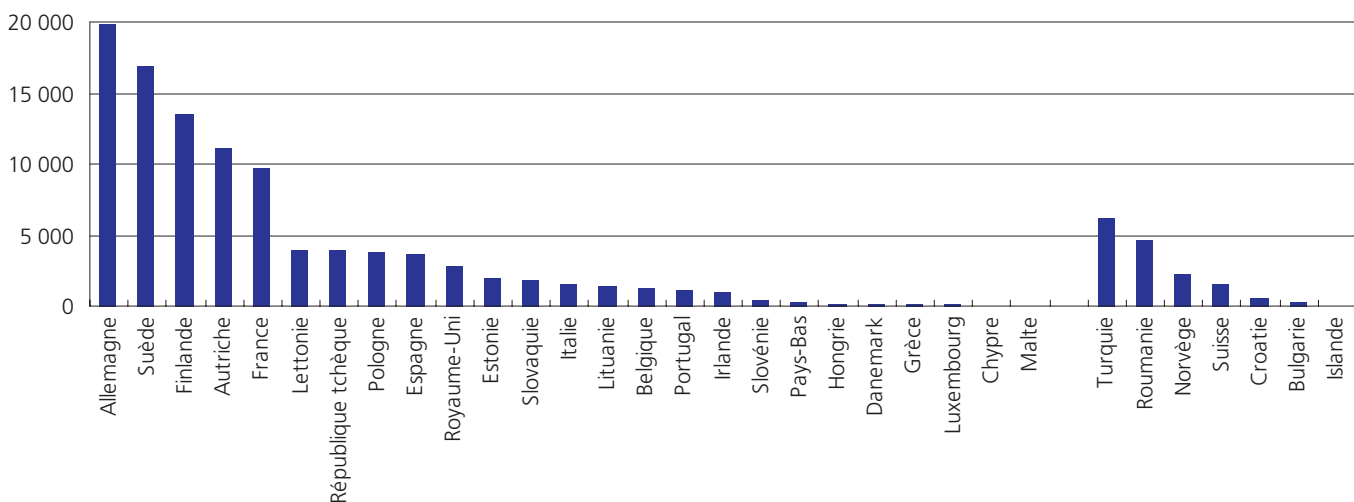
(1) La production de bois rond de l'EU-25 était de 371,9 millions de m³ en 2004.

Production de bois rond (terme synonyme de quantités enlevées): correspond à toutes les quantités de bois enlevées des forêts, des autres superficies boisées et d'autres sites d'abattage au cours d'une période donnée.

Graphique 11.9: Production de sciages en 2004 (1)

(en milliers de m³)

TAG00073



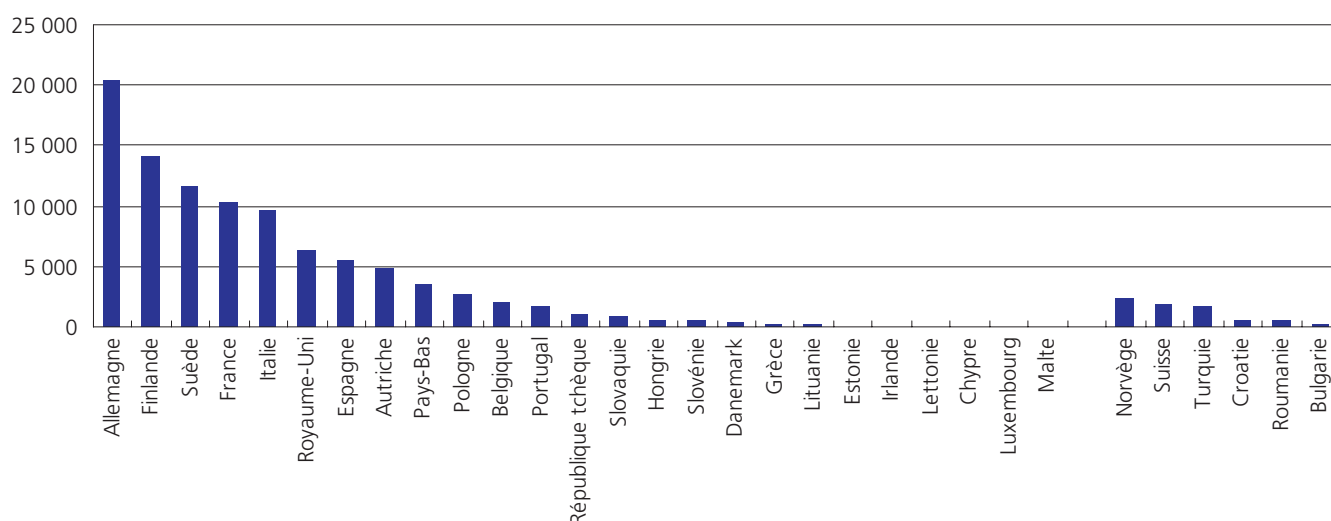
(1) La production de sciages de l'EU-25 était de 101,0 million de m³ en 2004.

Sciages: bois produit soit par sciage longitudinal, soit par un procédé de profilage par enlèvement de copeaux et qui a une épaisseur supérieure à 6 mm. Il comprend les madriers, poutres, solives, planches, chevrons, voliges, lattes, planches de caisserie, traverses, bois d'œuvre, etc. sous les formes suivantes — non rabotés, rabotés, à joints digitiformes, etc.

Graphique 11.10: Production de papier et de carton en 2004 (1)

(en milliers de tonnes)

TAG00074



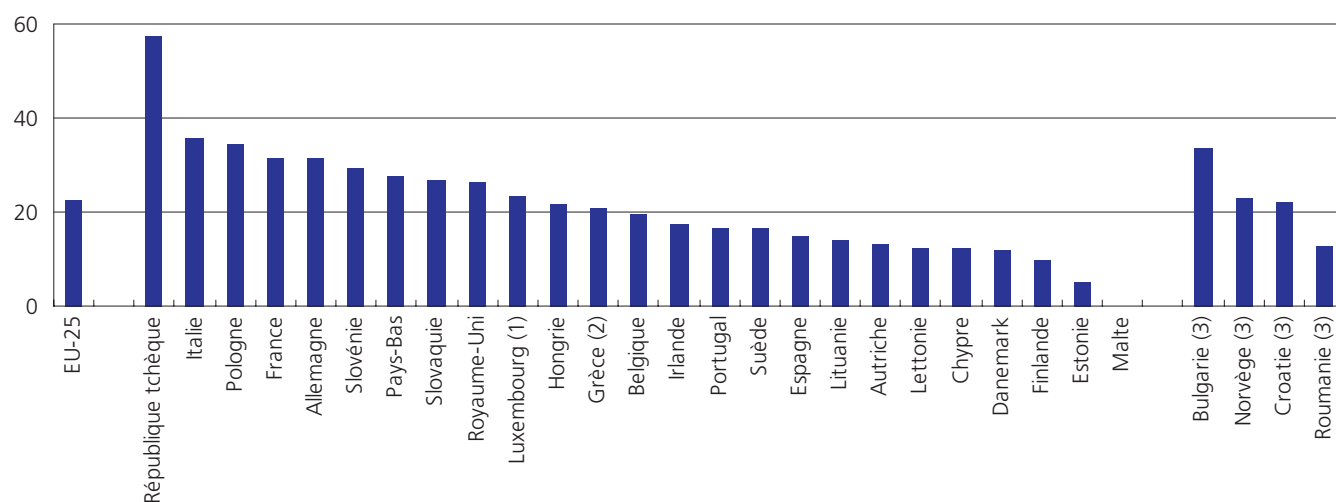
(1) La production de papier et de carton de l'EU-25 était de 96,1 million de tonnes en 2004.

«Papiers et cartons» comprend les papiers graphiques, les papiers hygiéniques et domestiques, les matériaux d'emballage et autres papiers et cartons. Ne sont pas compris les articles en papier manufacturés tels que caisses, cartons, livres, revues.

11

Graphique 11.11: Arbres forestiers endommagés par la défoliation en 2004

(en %)



(1) 2000.

(2) 2002.

(3) 2003.

Pourcentage d'arbres dans les forêts et autres aires boisées dans les catégories de défoliation: modéré, grave et mort.

LA PÊCHE

Les premières mesures communes dans le secteur de la pêche datent de 1970. Elles réglementent l'accès aux zones de pêche, aux marchés et aux structures. Toutes ces mesures devinrent plus significatives quand, en 1976, les États membres, suivant un mouvement d'ampleur internationale, convinrent d'étendre leurs droits aux ressources de la mer de 12 à 200 miles de leurs côtes. Après des années de difficiles négociations, la politique commune de la pêche (PCP), l'outil dont s'est dotée l'Union européenne pour la gestion de la pêche et de l'aquaculture, est née en 1983.

La politique commune de la pêche de l'Union européenne a pour objet de gérer la pêche au bénéfice des communautés de pêcheurs et des consommateurs, ainsi que de protéger les ressources. Des mesures communes existent dans quatre domaines principaux:

- conservation: protéger les ressources halieutiques en régulant les quantités de poissons prélevées dans la mer, en permettant aux jeunes poissons de se reproduire et en veillant au respect des mesures;
- structures: aider les secteurs de la pêche et de l'aquaculture à adapter leurs équipements et leurs organisations aux contraintes imposées par les ressources et le marché;
- marchés: maintenir une organisation commune du marché des produits de la pêche et équilibrer l'offre et la demande dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs;
- relations avec le monde extérieur: conclure des accords de pêche et négocier au niveau international dans le cadre des organisations de pêche régionales et internationales en faveur des mesures de conservation communes des ressources de pêche en eau profonde.

Les stocks halieutiques doivent se renouveler pour compenser la mortalité naturelle et la mortalité liée à la pêche ou à d'autres causes. La PCP fixe chaque année des quantités maximales de poissons pouvant être capturés sans risque de surexploitation: les totaux admissibles des captures (TAC). La part obtenue par chaque État membre représente un quota national.

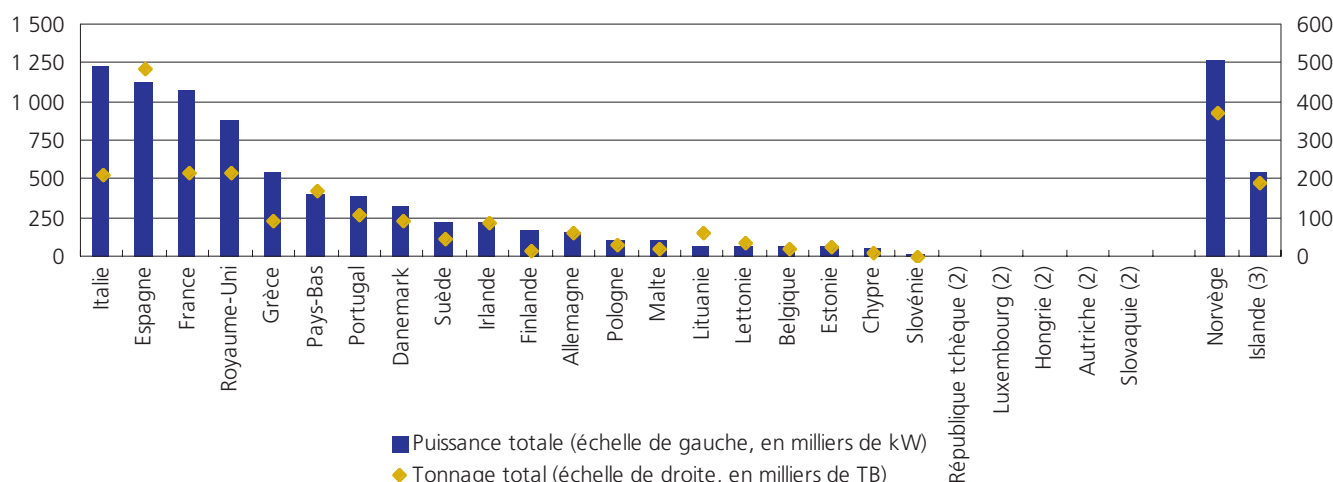
La réforme de la PCP en 2002 a admis la nécessité de limiter l'effort de pêche, le niveau des captures et de mettre en place des mesures techniques. L'instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP) finance les projets dans l'ensemble de la filière pêche et aquaculture visant à moderniser la flotte de pêche et à éliminer la surcapacité de pêche. L'IFOP couvre la période allant de 2000 à 2006 et sera remplacé par le Fonds européen pour la pêche (FEP) pour la période de 2007 à 2013.

En ce qui concerne la gestion de la flotte, la réforme de la PCP en 2002 a introduit un système plus simple de limitation de la capacité de pêche de la flotte de l'Union européenne. Le nouveau système accorde davantage de responsabilité aux États membres afin d'atteindre un meilleur équilibre entre les capacités de pêche de leur flotte et les ressources disponibles.

Les statistiques sur la pêche sont extraites de sources nationales officielles, directement par Eurostat pour les pays membres de l'EEE ou indirectement par d'autres organisations internationales pour d'autres pays. Les données utilisent des concepts et des définitions internationalement reconnus et élaborés par le groupe de travail de coordination des statistiques des pêches, qui comprend Eurostat et douze autres organisations internationales exerçant des responsabilités dans le domaine des statistiques de la pêche.

Graphique 11.12: Flotte de pêche en 2005 (1)

TAG00082 TAG00083



(1) En 2005, la puissance totale de l'EU-15 était de 6 787 milliers de kW; le tonnage total de l'EU-15 s'élevait en 2005 à 1 837 milliers de TB.

(2) Pays enclavé, ne dispose pas de flotte de pêche marine.

(3) 2004.

Source: Commission européenne, Direction générale de la pêche et des affaires maritimes

Flotte de pêche — puissance totale: puissance totale exprimée en kilowatts des flottes de pêche des États membres de l'UE, de l'Islande et de la Norvège. Les données pour l'UE sont fournies par la Direction générale de la pêche et des affaires maritimes, sur la base du fichier administratif de l'UE sur les bateaux de pêche. Les données pour l'Islande et la Norvège sont directement transmises à Eurostat par les autorités nationales. En général, les données se réfèrent à la taille de la flotte de pêche au 31 décembre de l'année de référence.

Flotte de pêche — tonnage total: tonnage total des flottes de pêche des États membres de l'UE, de l'Islande et de la Norvège.

Depuis 1995, année où les captures annuelles de l'EU-25 dans l'ensemble des régions s'élevaient à 8,0 millions de tonnes, les captures ont eu tendance à baisser pour atteindre 5,9 millions de tonnes en 2004. La part des captures mondiales de l'EU-25 s'est également réduite de 8,6 % à 6,2 % (2004). Ces baisses ont entraîné la réduction de la flotte de pêche européenne, en termes de puissance, de 8,2 millions de kilowatts en 1995 à 6,8

millions de kilowatts en 2005 pour l'EU-15. Si la production aquacole s'est accrue au cours de la même période (de 1,1 million à 1,4 million de tonnes-poids vif), la baisse de production l'EU-25 a été compensée par une hausse des importations de pays non-membres (la valeur des importations de produits de la pêche provenant de pays hors EU-25 a progressé globalement de 27,1 % entre 1999 et 2005).

Tableau 11.10: Captures totales dans l'ensemble des régions de pêche

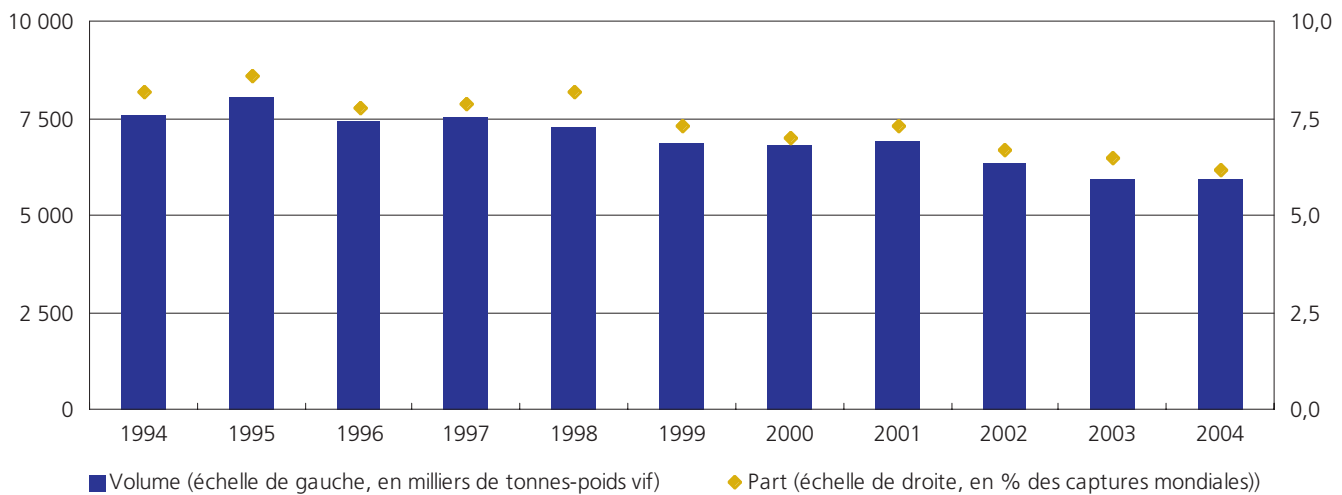
TAG00076 TAG00077

	(en milliers de tonnes-poids vif)					(en % des captures mondiales)				
	2000	2001	2002	2003	2004	2000	2001	2002	2003	2004
EU-25	6 780	6 921	6 348	5 913	5 942	7,0	7,4	6,7	6,5	6,2
EU-15	6 150	6 216	5 740	5 364	5 357	6,4	6,6	6,1	5,9	5,6
Belgique	30	30	29	27	27	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République tchèque	5	5	5	5	5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Danemark	1 534	1 511	1 442	1 031	1 090	1,6	1,6	1,5	1,1	1,1
Allemagne	205	211	224	261	262	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Estonie	113	105	102	79	88	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Grèce	99	94	96	93	93	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Espagne	1 070	1 109	893	897	854	1,1	1,2	0,9	1,0	0,9
France	703	681	706	709	669	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7
Irlande	276	356	282	266	280	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3
Italie	302	310	270	296	279	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Chypre	67	81	2	2	2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Lettonie	136	128	114	115	125	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Lituanie	79	151	150	157	162	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Luxembourg	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Hongrie	7	7	7	7	7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Malte	1	1	1	1	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pays-Bas	496	518	464	526	522	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5
Autriche	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pologne	218	225	223	180	192	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Portugal	191	193	202	213	221	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Slovénie	2	2	2	1	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Slovaquie	1	2	2	2	2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Finlande	156	150	146	122	135	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Suède	339	312	295	287	270	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
Royaume-Uni	748	740	690	635	655	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7
Bulgarie	7	7	15	12	8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Roumanie	7	8	7	10	5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Turquie	503	528	567	508	550	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Islande	2 000	2 001	2 145	2 002	1 750	2,1	2,1	2,3	2,2	1,8
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Norvège	2 700	2 687	2 740	2 549	2 524	2,8	2,9	2,9	2,8	2,6
Suisse	2	2	2	2	2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Japon	5 105	4 825	4 489	4 779	4 516	5,3	5,2	4,8	5,2	4,7
États-Unis	4 807	5 020	5 006	4 989	4 995	5,0	5,3	5,3	5,4	5,2

Captures annuelles dans toutes les régions: captures annuelles totales de produits de la pêche par les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège, ainsi que par les principaux autres pays de pêche dans l'ensemble des océans et zones aquatiques intérieures du monde. Les données sont exprimées en équivalent poids vif des produits débarqués. Ce poids est celui du produit à sa sortie de l'eau (c'est-à-dire avant transformation); il exclut cependant les produits qui ne sont pas débarqués pour des raisons diverses.

Graphique 11.13: Captures totales de l'EU-25 dans l'ensemble des régions de pêche

TAG00076 TAG00077

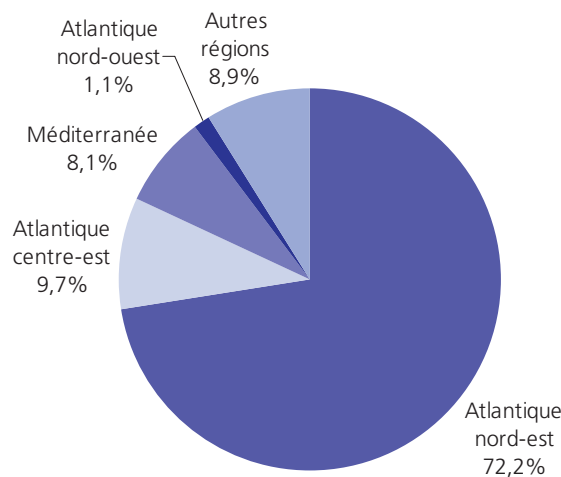


Captures annuelles dans toutes les régions: captures annuelles totales de produits de la pêche par les États membres de l'UE, l'Islande et la Norvège, ainsi que par les principaux autres pays de pêche dans l'ensemble des océans et zones aquatiques intérieures du monde. Les données sont exprimées en équivalent poids vif des produits débarqués. Ce poids est celui du produit à sa sortie de l'eau (c'est-à-dire avant transformation); il exclut cependant les produits qui ne sont pas débarqués pour des raisons diverses.

Graphique 11.14: Captures de l'EU-25 par région de pêche en 2004

(en %)

TAG00078 TAG00079 TAG00080 TAG00081



Les données sont exprimées en équivalent poids vif des produits débarqués. Ce poids est celui du produit à sa sortie de l'eau (c'est-à-dire avant transformation); il exclut cependant les produits qui ne sont pas débarqués pour des raisons diverses.

Atlantique nord-est: cette région de l'Atlantique correspond approximativement à la zone située à l'est du 42° de longitude ouest et au nord du 36° de latitude nord. Elle comprend les eaux de la mer Baltique.

Atlantique centre-est: cette région de l'Atlantique correspond approximativement à la zone située à l'est du 40° de longitude ouest, entre le 36° de latitude nord et 6° de latitude sud.

Méditerranée: cette région, appelée «Principale zone de pêche 37» par la FAO, comprend la Méditerranée et la mer Noire adjacente.

Atlantique nord-ouest: cette région de l'Atlantique correspond approximativement à la zone située à l'ouest du 42° de longitude ouest et au nord du 35° de latitude nord.

Tableau 11.11: Production totale de l'aquaculture

(en milliers de tonnes-poids vif)

TAG00075

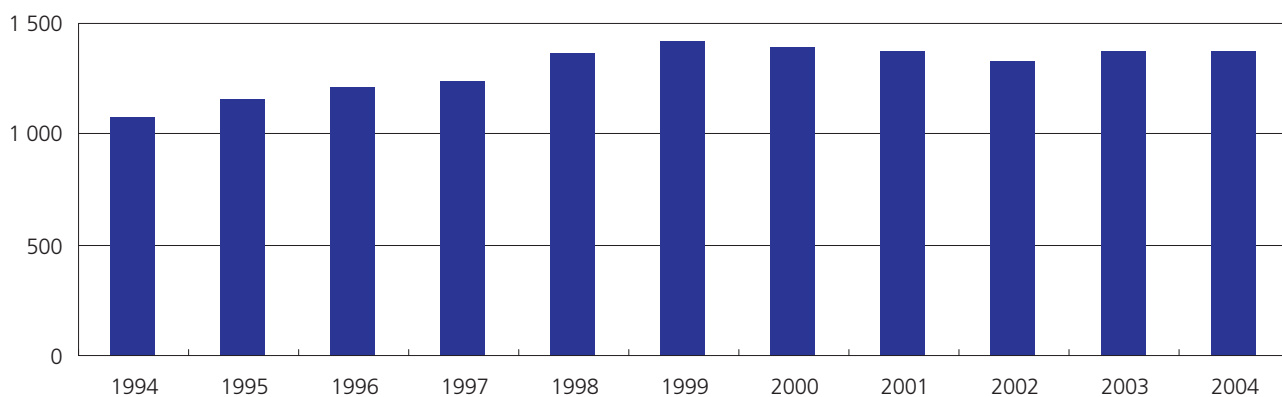
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
EU-25	1 078	1 159	1 212	1 238	1 364	1 415	1 388	1 375	1 329	1 374	1 372
EU-15	1 019	1 100	1 151	1 175	1 300	1 343	1 312	1 298	1 258	1 300	1 295
Belgique	1	1	1	1	1	2	2	2	2	1	1
République tchèque	19	19	18	18	17	19	19	20	19	20	19
Danemark	43	45	42	40	42	43	44	42	32	32	42
Allemagne	49	64	83	65	73	80	66	53	50	74	57
Estonie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grèce	33	33	40	49	60	84	95	98	88	101	97
Espagne	178	224	232	239	315	321	312	313	323	313	363
France	281	281	286	287	268	265	267	252	252	240	244
Irlande	29	27	35	37	42	44	51	61	63	63	58
Italie	176	215	189	196	209	210	217	218	184	192	118
Chypre	0	0	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Lettonie	1	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Lituanie	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3
Luxembourg	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	-
Hongrie	10	9	8	9	10	12	13	13	12	12	13
Malte	1	1	2	2	2	2	2	1	1	1	1
Pays-Bas	109	84	100	98	120	109	75	57	54	67	79
Autriche	3	3	3	3	3	3	3	2	2	2	2
Pologne	25	25	28	29	30	34	36	35	33	35	35
Portugal	7	5	5	7	8	6	8	8	8	8	7
Slovénie	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Slovaquie	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Finlande	17	17	18	16	16	15	15	16	15	13	13
Suède	7	8	8	7	5	6	5	7	6	6	6
Royaume-Uni	86	94	110	130	137	155	152	171	179	182	207
Bulgarie	6	5	5	5	4	8	4	3	2	4	2
Roumanie	20	20	14	11	10	9	10	11	9	9	8
Turquie	16	22	33	45	57	63	79	67	61	80	94
Islande	3	3	4	4	4	4	4	4	4	6	9
Norvège	218	278	322	368	412	476	492	511	551	583	638
Suisse	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Japon	1 420	1 390	1 349	1 340	1 290	1 315	1 292	1 311	1 385	1 302	1 261
États-Unis	391	413	393	438	445	479	456	479	497	544	607

Production totale de l'aquaculture: production totale de poissons, de crustacés, de mollusques et d'autres organismes aquatiques par aquaculture (élevage de poissons). Les données sont exprimées en équivalent du poids vif de la production, ce qui correspond au poids des produits à leur sortie de l'eau. Ainsi, dans le cas, par exemple, des mollusques, la coquille est comprise.

Graphique 11.15: Production totale de l'aquaculture dans l'EU-25

(en milliers de tonnes-poids vif)

TAG00075



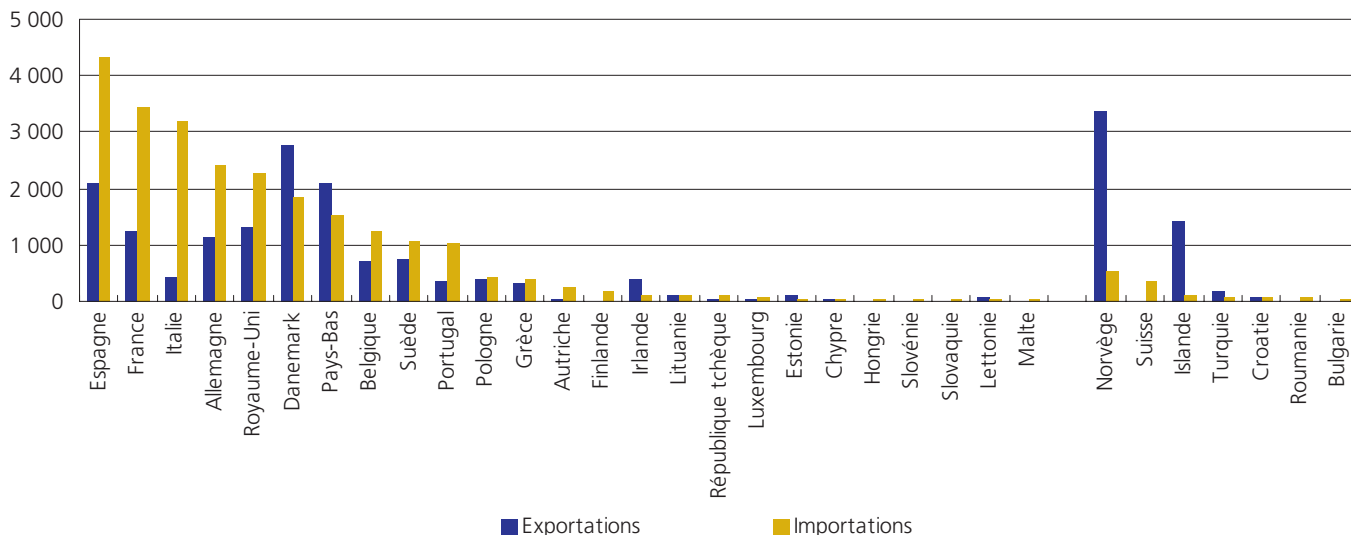
Production totale de l'aquaculture: production totale de poissons, de crustacés, de mollusques et d'autres organismes aquatiques par aquaculture (élevage de poissons). Les données sont exprimées en équivalent du poids vif de la production, ce qui correspond au poids des produits à leur sortie de l'eau. Ainsi, dans le cas, par exemple, des mollusques, la coquille est comprise.

11

Graphique 11.16: Commerce des produits de la pêche en 2004 (1)

(en millions d'euros)

TAG00093 TAG00094

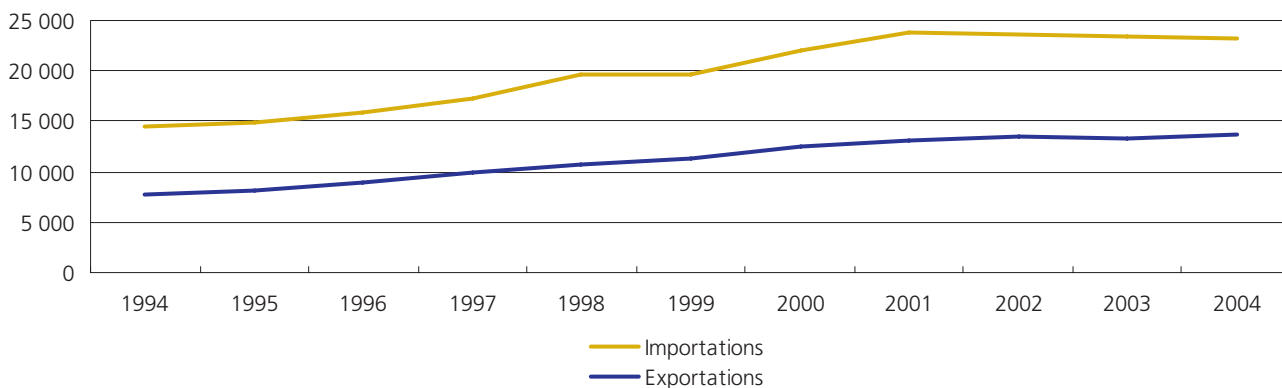


(1) Commerce avec le reste du monde (y compris les autres États membres — commerce intra-UE).
Total des produits de la pêche: produits comestibles de la pêche (poissons, crustacés et mollusques), produits non-comestibles de la pêche (farine ou solubles, huiles et corps gras, éponges, corail) et plantes aquatiques.

Graphique 11.17: Commerce des produits de la pêche dans l'EU-15 (1)

(en millions d'euros)

TAG00093 TAG00094



(1) Commerce avec le reste du monde (y compris les autres États membres — commerce intra-UE).